

Le Libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Cheque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

Le triomphe de la flicaille

Il y a quelques jours un Polonais était condamné à cinquante francs d'amende par le tribunal correctionnel de la Seine.

Son crime ? Un agent de police l'avait entendu paraître prononcer du cinquième étage cette phrase : « Ah ! les vaches » et en flic conscient de sa qualité et de son espèce, il n'avait pu prendre que pour lui les mots considérés subversifs par la justice française.

Malgré la logique défense de l'accusé, qui prétendait qu'il était impossible à l'agent qui se promenait sur le trottoir d'entendre ce qui se disait dans son appartement du cinquième, malgré le manque de preuves, malgré la « justicette » la plus élémentaire ; le témoignage de celui qui croyait déchoir en étant assimilé à la race bovine, fut suffisant, et le malheureux Polonais — il n'était pas saoul — n'arriva pas à convaincre les machines à condamner de la douzième Chambre.

Avant-hier après-midi, en plein centre de Paris, sur les grands boulevards, la circulation fut interrompue pendant près d'une demi-heure grâce au zèle d'un de ces représentants de l'ordre à bâton blanc.

Un arrêté du préfet de police — comme si l'on avait besoin de ça — interdit aux auto-cars de racoller les clients.

L'agent Cazenave, voulant appliquer au mot et à la lettre les ordres de son patron, s'en prit donc au chauffeur d'un autobus qui transporte chaque jour sur le coup de 13 heures un certain nombre d'oisifs qui ont de l'argent à perdre, sur les champs de courses des environs de Paris. Une discussion s'engagea, et comme les « agents du désordre » engendrent parfois la terreur mais jamais la sympathie, les témoins de l'incident prirent fait et cause pour le chauffeur.

Pris d'une rage semblable à celle d'un taureau — je ne dis pas d'une vache, j'ai trop de respect et de crainte — à qui l'on a montré du rouge, l'agent Cazenave, plein de mépris pour tous les véhicules qui attendaient de pouvoir passer, dressa procès-verbal et voulut emmener au commissariat le plus proche, le chauffeur récalcitrant. Ce dernier s'y opposa, et l'agent Cazenave, fort de son droit — la force n'est-elle pas le droit — entendit user de son autorité pour obliger le chauffeur à le suivre, et comme celui-ci résistait, il commença à le traîner par les cheveux.

L'incident dégénéra en bagarre, le public s'en mêla, les agents accourus au secours de leur « camarade » furent quelque peu malmenés, du renfort arriva en automobile et l'on arrêta en masse.

Là se termine le fait-divers.

16 personnes ont été arrêtées en plein Paris à 1 heure de l'après-midi. Leur faire perdre une demi-journée de travail ne parut pas suffisant à ceux qui sont chargés de maintenir l'ordre, des femmes et des enfants furent frappés, des hommes furent blessés et de plus l'on exige d'eux de payer une amende pour avoir été maltraités par les valets de Morain. Cela est excessif.

Nous avons pu toucher hier matin un certain nombre de personnes qui furent les victimes de cette randonnée policière, et le récit de chacune est identique. La brutalité de la police s'exerça librement sous la direction du commissaire de police Shadelin, qui assistait bénigne au passage à bas des détenus, incapables de se défendre.

Personne n'ignore, et c'est le secret de polichinelle même dans les hautes sphères gouvernementales, que les malheureux qui franchissent le seuil d'un poste de police sont à la merci de ces brutes déchaînées contre la population civile.

Les rues ne sont plus sûres à Paris, même en plein jour. Les dangers de la circulation sont des jeux d'enfants à côté de cette canaille à képi qui terrorise tout le monde et a le droit de vie et de mort sur les individus. Il faut que cela change, ou c'est que le ministre de l'Intérieur est complice de cette iniquité.

Le gouvernement de M. Herriot — j'allais dire de Léon Blum — qui n'ignore rien va-t-il permettre que se poursuive cette politique de bestialité. Il faudrait voir. Le peuple de Paris, qui dort bien longtemps se réveille parfois et saura peut-être se faire justice.

La coupe déborde. On expulse, on perquisitionne chez ceux qui osent ne pas penser comme M. Renaudel et voilà maintenant que sans aucune raison on frappe les passants qui n'ont commis aucun crime, aucun délit, aucune offense. C'en est trop.

Messieurs de la police : prenez garde. Il y a encore des lanternes à Paris, et songez qu'un jour peut-être, afin que le peuple puisse y cracher son mépris, vos corps s'y balanceront au bout d'une corde.

Prenez garde, ce ne sera pas la première fois. Que la manifestation d'hier vous serve de leçon, c'est un conseil d'ennemi que je vous donne.

J. CHAZOFF.

LE FAIT DU JOUR

Prostitution politique

L'intervention de M. Malvy à la séance parlementaire d'hier lève un coin du drap sur la porquerie des gens de Politique — quels qu'ils soient.

Voici Miguel Almeyrada. Il fut un des plus ardents de nos jeunes compagnons. Il rédigea le « Libertaire » en 1900. Puis il fut, aux temps héroïques de la « Guerre Sociale », fougueusement antipatriote. Plein d'audace, courageux, il était alors, à la tête de ces Jeunes Gardes qui tenaient en respect flicaille et carmète royale. La Révolution prolétarienne espérait en Miguel.

Hélas ! la Politique s'empara du jeune homme. Oh ! c'était une politique d'avant-garde, une politique révolutionnaire, une « politique anarchiste ». Il fonda le « Bonnet Rouge ». Ce fut fini. L'Argent tenait son homme : il ne le lâcha plus. Il le harponna jusqu'à la boue finale, jusqu'à la pestilence morale qui vient de se révéler en ceci :

Miguel Almeyrada, directeur du « Bonnet Rouge », était subventionné par MM. Millerand et Delcassé !

Le journaliste d'avant-garde pouvait faire semblant de combattre les retraites militaires du général Rand-plan-plan. Il pouvait caricaturer la figure sinistre du chat-huant avant-coureur de guerre. Tout ça, c'était de la comédie, horrible comédie... Les patrons étaient sûrs de leur homme. A l'heure de la mobilisation, Almeyrada ne les déshéritera pas : il entraînerait « les plus fous » dans le rang, il ferait marcher les plus rebelles, il assurerait le bon ordre des tranchées... jusqu'au jour où d'autres patrons de Politique le subventionneraient plus grassement pour d'autres besognes.

Hélas ! le cas d'Almeyrada n'est pas monstrueux. Il est banal. Il est courant. Il est le cas de tous ceux qui, abandonnant leur fière intransigeance libertaire, quittent la terre ferme de l'Anarchie pour se laisser glisser vers les marais puants de la Politique. Car l'Argent est la seule étoile qui luisse au ciel des politiciens.

**Pour soutenir
votre « Libertaire »
Amis lecteurs
abonnez-vous !**

AU QUARTIER LATIN

Sus à la tyrannie

Il nous importe peu, dans les événements du Quartier Latin, que ce soient des jeunes gens d'action française qui aient été frappés par François-Albert.

Nous constatons un déni de justice, et nous le réprobons de toutes nos forces ! Car nous savons bien qu'aujourd'hui l'autorité universitaire frappe à droite, mais que demain, avec la même mauvaise foi, elle frapperà à gauche, et partout où elle surprendra un geste de révolte !

C'est notre honneur et notre devoir de libertoires de n'avoir dans une question pareille, aucun parti pris, et de ne pas nous conduire comme les royalistes qui font passer leurs haines personnelles devant toute chose.

On ne doit pas être impunément qu'on moleste de jeunes intelligences pour leurs idées ou leur propagande.

La pensée jeune et ardente est un droit sacré qui ne doit pas souffrir d'atteintes d'un pouvoir d'élections.

D'ailleurs voici les faits : dans une réunion à la Sorbonne, où parlait Herriot, des étudiants s'étaient permis de sitter quelques passages du discours officiel. Avec le sens de la liberté qui caractérise ce régime, on les arrêtra, puis on les mit à la porte de Saint-Louis.

Depuis, le quartier est en rumeur, et l'émotion ne se calme pas. Les étudiants, décidés à ne pas supporter cette terreur universitaire, attendent la décision par laquelle François-Albert réintégrera leurs deux camarades.

Mais le ministre, buté comme un radical réactionnaire, fait la sourde oreille.

La manifestation qui eut lieu lundi, au boulevard Saint-Michel, ne lui a pas servi de leçon. Cet an diplôme et ministériel ne comprend pas !

Aussi l'effervescence augmente, et d'autres démonstrations se préparent !

La liberté de penser est en jeu, et ce tyran de François-Albert, qui n'a pas régné dans le Quartier Latin sous la férule de son pouvoir éphémère, pourrait bien voir venir une jeunesse résolue lui barrer le chemin !

Paris enténébré !

Le poète nous a parlé de l'obscur clarté qui tombe des étoiles ; hier soir, il n'a pas été possible de distinguer la moindre constellation car, de sept heures à dix heures, un brouillard intense a, si l'on peut dire, obscurci la nuit, de telle sorte qu'on avait l'air de marcher dans de l'encre de chine et qu'on ne savait guère si l'on allait vers un mur ou vers un taxi.

Tramways et autobus étaient arrêtés, et les autos s'avancèrent à l'aveuglette, signales seulement par leurs appels de trompe, hélas, quelque fois trop tard pour le passant emmuré dans cette poix atmosphérique.

Le spectacle de Paris nocturne en umé dans un triple voile de deuil, avait à la fois quelque chose de pittoresque et de tragique.

On sentait des présences invisibles et des dangers imprévisibles, et l'on avait hâte de rencontrer un îlot de lumière artificielle pour se réfugier comme dans une oasis réconfortante.

Les accidents ont été fréquents, mais l'heure tardive ne nous permet pas d'en connaître exactement le nombré.

Paris enténébré recèle toujours ses flancs des causes de mort brutale, et le cri des sirènes sur les chaland qui percent d'ombre du fleuve, symbolise la misère désespérée de ses victimes

La grève à Douarnenez

Les délégués du mouvement sont rentrés de Paris hier matin.

Ils ont été reçus à la gare par les grévistes.

L'après-midi, le camarade Simonin a rendu compte aux Halles, devant une nombreuse assistance, des entrevues de Paris.

L'orateur s'est énergiquement élevé contre l'intransigeance patronale. La foule l'a acclamé et approuvé à l'unanimité.

Deux heures plus tard, les grévistes formaient un cortège imposant et d'un ensemble magnifique.

Alors qu'ils passaient rue du Molé, devant une usine, les femmes, indignées par l'ignoble rapacité des exploitants, lancèrent des pierres et brisèrent quelques carreaux.

D'autre part, nous apprenons que l'usine Kuero a décidé de rouvrir ses portes au tarif de 1 franc et 1 fr. 50 l'heure. Elle a fait partie de sa décision au Comité de Grève qui, en principe, n'est pas opposé aux revendications partielles et indiquera aux grévistes leur ligne de conduite.

A force de patience et de courage quatre détenus percent le mur de leur prison

Aurillac, 17 décembre. — Quatre Polonois, détenus à la prison de Mauriac depuis le mois d'octobre pour des cambriolages commis dans la région, se sont enfuis hier.

Avec une patience remarquable, ils avaient réussi à creuser, sans attirer l'attention, une galerie dans le mur de la Saint-Louis.

Si tous les prolétaires, prisonniers du Capitalisme et de l'Etat, avaient la même patience pour ruiner les murs de la prison sociale, l'Anarchie ne tarderait pas à sortir du royaume de l'Utopie pour entrer dans le domaine des réalités.

LA VIE CHÈRE CONTINUE

Les taxis vont-ils augmenter ?

Il y a quelques mois on eut le plaisir de voir circuler de légers véhicules mono-places dont le coût réalisait sur le gros taxi une sensible économie.

C'était trop beau. On vient d'augmenter leurs tarifs. Et cela est à peine fait qu'ensuite aussi l'augmentation des taxis.

A propos, que devient la lutte contre la vie chère ?

Une fois n'est pas coutume

Il est de mode, chez les gouvernements actuels, de jouer les petits Machiavel. Tandis qu'on tue en Espagne et qu'on tue en France à tour de bras, on fait une rétention à l'opinion publique indignée, en surveillant les apparences par un acte de simple justice qui ne fait point pardonner les forfaits commis. Voici donc la bonne nouvelle qui nous parvient et dont nous sommes tous heureux :

Perpignan, 17 décembre. — Candido Rey, cet ouvrier coiffeur, arrêté et remis aux autorités espagnoles, pour propagande contre Primo de Rivera, et délivré sur l'intervention diplomatique, est rentré en France par Handaye. Il est arrivé à Perpignan et a repris le travail chez son ancien patron, sans incident.

En France, nous pouvons même dire de tels témoignages d'hospitalité.

Et c'est à notre tour à vous poser la question. Pourquoi la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. avant la dernière scission, ont-ils refusé de participer à l'organisation du Secours Rouge ? Pourquoi n'ont-ils pas suivi les autres fédérations de la C.G.T.U. qui adhèrent au Secours Rouge et sont représentées dans son Comité central ? En présence de tels refus, nous pouvons même dire de tels témoignages d'hospitalité.

Il n'est pas logique de ne préparer la Semaine Internationale de propagande qu'avec le concours des organisations qui avaient donné leur adhésion au Secours Rouge et sur la solidarité desquelles nous sommes assurés de compter.

Une fois de plus, nous vous répétons que nous serions très heureux que les anarchistes apportent à l'œuvre du Secours Rouge une collaboration demandée et offerte en toute loyauté, sans arrière-pensée ni d'une part ni de l'autre.

Nous pensons que les anarchistes doivent entrer au Secours Rouge carrement, ouvertement, pour une participation régulière et durable, et non selon les circonstances se contenter d'organiser en commun quelque meeting ou manifestation.

C'est devant la classe ouvrière que doit être réalisée l'entente de toutes les organisations prolétariennes dans l'œuvre de secours aux victimes de la répression capitaliste. Et cette entente ne doit laisser nulle place aux spéculations politiques et aux essais de novaufrage. Il est bien évident que nous ne permettrons pas qu'au nom de la solidarité, des groupes politiques entreprennent un travail de combat et de scission sous le couvert du Secours Rouge.

Tous nos efforts doivent tendre à reconstruire l'unité prolétarienne sur le terrain de la défense des victimes de la réaction. Au moment où la bourgeoisie française explose, par centaines, les ouvriers révolutionnaires frappés pour leurs opinions nous n'avons pas le choix : il faut faire bloc contre l'oppression capitaliste. Il faut unir toutes les forces de résistance de la classe ouvrière pour juguler et enrayer l'offensive déclenchée contre le prolétariat.

Le Secrétaire du S.R.I. ARTEL

Nous prenons acte de ces déclarations du secrétariat du S.R.I., et nous les transmettons immédiatement au Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste.

COMITÉ DE DEFENSE SOCIALE

Contre le fascisme

Vendredi 19 décembre, le Comité de Défense Sociale et le Comité Castagna donneront une grande Conférence sur les deux victimes du Fascisme : Castagna et Bonomini, en la salle des Sociétés Savantes.

Les deux défenseurs des condamnés : M. Ernest Lafont pour Castagna, M. Henri Torrès pour Bonomini, démontreront au public l'erreur judiciaire rendue contre ces deux camarades.

Salvi, correspondant de l'Avant ; Borghi de l'Union Italienne feront le procès des méthodes fascistes.

G. Pioch en tirera les conclusions.

Le public sera nombreux à ce meeting.

Entrée gratuite, porte ouverte à 20 h.

Les anarchistes et le Secours Rouge international

Nous recevons du Secours Rouge International la communication suivante.

Vous demandez des explications sur la circulaire adressée aux secrétaires de la D.U. et concernant l'organisation de la Sécurité internationale du Secours Rouge.

Si le Secours Rouge, dites-vous, est véritablement une organisation de classe, indépendante

L'Etat escroc

Qui donc a dit que l'Etat était, par définition, réactionnaire ? Ne se montre-t-il pas très avisé dans ses opérations commerciales ?

D'abord, il n'y a pas un seul commerçant qui puisse se flater d'étouffer la concurrence comme il le fait, sous le couvert de monopoles.

Pas un commerçant ne pourra non plus vous vendre un seul de ses articles plus de quatre fois la valeur du prix de revient. L'Etat, commerçant sans rival, réalise cela avec une facilité et une désinvolture qui ouvre qu'elles nous laissent rêveurs, stupéfiés les populations, au point que celles-ci trouvent tout naturel qu'il lui soit vendu, par exemple, vingt centimes une boîte d'allumettes que le commerce, libre dans d'autres pays, vous donne à raison de trois pour un sou.

Tout le monde accepte, sans récrimination, pour cent francs, un billet qui n'en représente pas vingt, et pour vingt sous, un jeton qui n'en vaut pas quatre.

Tous les exemples ne manquent pas pour démontrer la capacité commerciale de l'Etat.

M. Clémentel nous en donne une nouvelle preuve aujourd'hui, en créant un organisme chargé d'opérer, pour le compte de l'Etat, les rachats en Bourse des titres d'emprunts émis par l'Etat.

M. Clémentel est un financier subtil. Comme homme de finances, il n'ignore pas la façon dont les gros actionnaires des sociétés anonymes provoquent en Bourse la hausse et la baisse des valeurs qu'ils détiennent : truquage de bilans, fausses nouvelles, grèves provoquées, etc...

Et notre ministre des Finances s'est dit : « Pourquoi l'Etat ne réalisera-t-il pas ses valeurs les bénéfices que les gros banques des sociétés anonymes ne manquent pas de réaliser sur les valeurs qu'ils détiennent ? » Evidemment, rien ne s'y opposait, et notre subtil Clémentel est bien décidé à réaliser son projet. Et tous ceux qui traînent en Bourse ne pourront que lui adresser des félicitations pour l'esprit d'initiative dont il fait montrer en cette affaire.

Un homme qui avait du génie réussit un jour à réaliser un emprunt qu'il ne rembourserait jamais, et il trouva tout de même un nombre extraordinaire de gens qui apportèrent leur argent dans de semblables conditions. On appela cela : l'Emprunt Perpétuel.

Ce fut là certainement une escroquerie sans pareille.

Le projet de M. Clémentel, sous son apparence bénigne, est bien le corollaire de cet emprunt qu'on ne remboursera jamais. Et l'Etat aurait bien manqué d'esprit si s'il n'était arrivé un jour à créer cet office de rachat en Bourse des valeurs de l'Etat français.

Vous saisissez tout le bénéfice que va procurer à l'Etat cet office qui va le dispenser de rembourser les valeurs émises au prix convenu.

L'Etat a émis par exemple un emprunt 3 % amortissable au prix de cent francs. Il a, en même temps, pris l'engagement de rembourser cet emprunt dans un laps de temps déterminé au prix d'émission, c'est-à-dire cent francs. Ça c'est honnête (même quand la valeur du billet de cent francs est descendue à moins de vingt, comparativement à sa valeur au jour de l'émission) !

Mais ce n'est pas assez. Maintenant, nous allons faire mieux. En rachetant en Bourse, à la date d'hier, les titres de cet emprunt, l'Etat les aurait eus pour 61 fr. 20, sans aucune manœuvre. Voyez-vous, maintenant, apparaître tous les avantages de cet office ? Près de quarante francs de bénéfices !

Si nous y joignons les manœuvres auxquelles le gouvernement ne manquera pas de se livrer lorsqu'il se déclara à ces remboursements en Bourse (dans remboursement, il y a bien Bourse !), nous n'avons aucune peine à penser que ces rachats pourront se faire avec 50 % de bénéfices.

Vous pensez bien que toutes les occasions vont être bonnes pour cette opération : qu'il se produise un mouvement de grèves, un incident diplomatique, une menace de guerre ou de révolution, un changement de majorité, etc... et aussi, paradoxalement en Bourse, ventes de Rente au plus bas et rachats par l'Etat qui va se libérer à demi-titre.

Et vous pensez bien que si les événements qui peuvent amener la baisse ne se produisent pas ou tardent à se produire, l'Etat n'hésitera pas à les provoquer de la même façon que les gros actionnaires de sociétés anonymes truquent leurs bilans ou provoquent les grèves.

Et de toutes les tourmentes qui secouent les Etats et laissent au peuple un peu plus de misère, l'Etat réussira à sortir un peu plus de cet argent qui lui est nécessaire pour alimenter toutes les forces révolutionnaires qui nous étouffent.

Les poires qui offrent leur argent à l'Etat ne manqueront pas de penser que le jour où, dans la nécessité de vendre leurs titres, ils devront perdre 50 % de leur argent, la cote de leurs impôts sera diminuée d'autant par le jeu de l'équilibre et des compensations. Grand bien leur fasse !

Nous, nous ne donnons pas notre argent à l'Etat, quand nous pouvons faire autrement, mais nous ne pouvons manquer de souligner l'escroquerie qui réside dans la création d'un nouvel organisme d'Etat qui va se livrer à son tour aux jeux de la Haute et de la Basse.

Ah ! qui donc disait que l'Etat était, par définition, réactionnaire ?

PAGES.

Tout pour la guerre

L'abbé Rousselot vient de mourir. Il a conduit d'importantes recherches de linguistique, il fut amené à observer les différents dialectes pour dissocier les sons complexes du langage, marquer le rôle de chaque organe, en discerner les déformations et les plus imperceptibles défauts.

Il fabrique, à cet effet, les instruments de fortune les plus ingénieux, et crée aussi la phonétique expérimentale.

Qui eut cru que ces travaux menaçaient ce prêtre et ce savant à devenir un des serviteurs de la guerre ?

Il inventa des appareils à repérer par le son les pièces d'artillerie, et presque toute son activité fut dirigée dans ce sens durant toute la guerre.

Et ce qu'il donna à la guerre fut écrit pour la science !

Un exemple à suivre

Nos camarades de Bédarieux ont décidé, pour la diffusion du LIBERTAIRE, de faire rééditer le tract dont le texte suit.

Un seul inconvénient à cette proposition, c'est que l'édition d'un millier d'exemplaires coûte très cher, tandis qu'édition en grande quantité cela devient relativement peu élevé.

Nous allons donc faire reproduire ce texte suivant les demandes qui nous parviennent, et cela dans un délai de huit jours, laissant tout juste à la charge des groupes ou individualités le prix de transport.

Dans ces conditions nous espérons que notre vaillance nous laissent rêveurs, stupéfiés les populations, au point que celles-ci trouvent tout naturel qu'il lui soit vendu,

par exemple, vingt centimes une boîte d'allumettes que le commerce, libre dans

d'autres pays, vous donne à raison de trois pour un sou.

Tout le monde accepte, sans récrimination, pour cent francs, un billet qui n'en représente pas vingt, et pour vingt sous, un jeton qui n'en vaut pas quatre.

Tous les exemples ne manquent pas pour démontrer la capacité commerciale de l'Etat.

M. Clémentel nous en donne une nouvelle preuve aujourd'hui, en créant un organisme chargé d'opérer, pour le compte de l'Etat, les rachats en Bourse des titres d'emprunts émis par l'Etat.

M. Clémentel est un financier subtil. Comme homme de finances, il n'ignore pas la façon dont les gros actionnaires des sociétés anonymes provoquent en Bourse la hausse et la baisse des valeurs qu'ils détiennent : truquage de bilans, fausses nouvelles, grèves provoquées, etc...

Et notre ministre des Finances s'est dit : « Pourquoi l'Etat ne réalisera-t-il pas ses valeurs les bénéfices que les gros banques des sociétés anonymes ne manquent pas de réaliser sur les valeurs qu'ils détiennent ? » Evidemment, rien ne s'y oppose, et notre subtil Clémentel est bien décidé à réaliser son projet. Et tous ceux qui traînent en Bourse ne pourront que lui adresser des félicitations pour l'esprit d'initiative dont il fait montrer en cette affaire.

Un homme qui avait du génie réussit un jour à réaliser un emprunt qu'il ne rembourserait jamais, et il trouva tout de même un nombre extraordinaire de gens qui apportèrent leur argent dans de semblables conditions. On appela cela : l'Emprunt Perpétuel.

Ce fut là certainement une escroquerie sans pareille.

Le projet de M. Clémentel, sous son apparence bénigne, est bien le corollaire de cet emprunt qu'on ne remboursera jamais. Et l'Etat aurait bien manqué d'esprit si s'il n'était arrivé un jour à créer cet office de rachat en Bourse des valeurs de l'Etat français.

Vous saisissez tout le bénéfice que va procurer à l'Etat cet office qui va le dispenser de rembourser les valeurs émises au prix convenu.

L'Etat a émis par exemple un emprunt 3 % amortissable au prix de cent francs. Il a, en même temps, pris l'engagement de rembourser cet emprunt dans un laps de temps déterminé au prix d'émission, c'est-à-dire cent francs. Ça c'est honnête (même quand la valeur du billet de cent francs est descendue à moins de vingt, comparativement à sa valeur au jour de l'émission) !

Mais ce n'est pas assez. Maintenant, nous allons faire mieux. En rachetant en Bourse, à la date d'hier, les titres de cet emprunt, l'Etat les aurait eus pour 61 fr. 20, sans aucune manœuvre. Voyez-vous, maintenant, apparaître tous les avantages de cet office ? Près de quarante francs de bénéfices !

Si nous y joignons les manœuvres auxquelles le gouvernement ne manquera pas de se livrer lorsqu'il se déclara à ces remboursements en Bourse (dans remboursement, il y a bien Bourse !), nous n'avons aucune peine à penser que ces rachats pourront se faire avec 50 % de bénéfices.

Vous pensez bien que toutes les occasions vont être bonnes pour cette opération : qu'il se produise un mouvement de grèves, un incident diplomatique, une menace de guerre ou de révolution, un changement de majorité, etc... et aussi, paradoxalement en Bourse, ventes de Rente au plus bas et rachats par l'Etat qui va se libérer à demi-titre.

Lisez chaque jour LE LIBERTAIRE. En tout partout, 6 fr. 25.

Achetez livres et brochures à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

ÉCOLE DU PROPAGANDISTE

Cours de philosophie PAR GERARD DE LACAZE-DUTHIERS

L'ouverture du cours aura lieu le samedi 20 décembre à 20 h. 30, au « Rendez-vous du Bâtiment », 6, rue Lanneau (métro : Saint-Michel ou Odéon).

PROGRAMME DU COURS (avec projections)

L'Evolution des Races humaines

1. — Avant la préhistoire ; le Système solaire ; Naissance de la Terre ; Origine de la Vie ; l'hypothèse de l'Evolution ; l'Anthropogénie d'Iacsek : ontogenie et phylogenie ; Notre Ancêtre la Mère ; Age primaire, secondaire et tertiaire ; De l'Animal à l'Homme ; la Création de l'Homme.

II. — L'Homme et les Anthropoides ; la Question du Pithecien et l'Homme ; l'Homme intermédiaire ; l'Homme a-t-il fait son apparition à l'époque tertiaire ? Le Progrès des Esotiques.

III. — L'Homme quaternaire ; Les Races dolicocéphales du Paléolithique inférieur ; La Mandibule de Mauer et le Crâne de Piltdown ; Trace de l'Homme Heidelbergensis dans l'histoire des races humaines.

IV. — La Race de Néandertal ; Les Fossiles néandertaliens : les hommes de Spy, les mâchoires de la Naüette et de Malmaison, les squelettes de La Chapelle-aux-Saints, La Ferrassie, La Quina, etc... ; L'Homme Néandertalensis a-t-il eu des descendants ?

V. — Mœurs, coutumes, rites funéraires, industries et arts de l'homme chelléen, acéulien et moustérien.

VI. — Les Races dolicocéphales du Paléolithique supérieur (âge du renne) ; l'Homme auroignacien de la race de Cro-Magnon ; Auroignaciens africains et Auroignaciens périgourdiens ; Le Squelette de Combé-Capelle ; La Race de Grimaldi ; Mœurs et Coutumes de l'Homme auroignacien.

VII. — L'Homme solutréen ; Le Squelette de Brunn ; Etude d'un Gisement solutréen.

VIII. — L'Homme magdalénien de la grotte de Langeron-Chancelade ; Son Rôle dans l'évolution des races lithiques ; Mœurs, coutumes, traditions et esthétique de l'Homme du Pléistocene supérieur.

IX. — Les Races mesolithiques ; Mésatézoïques et Brachycéphales ; L'Homme azilien, tardenoisien et campignien ; La Sépulture d'Ofnet ; Culture holocène.

X. — L'Homme néolithique ou robenhausenien ; Races de Baume-Chancelade et de Grenelle ou de Furfooz ; L'Art néolithique ; Mœurs et Coutumes robenhausenien.

XI. — Philosophie des races humaines ; Théorie de Gobineau ; Races sauvages et Races dites civilisées ; Guerre de Races ; Les Races et l'Histoire ; La Race et l'Individu ; La Race et la Patrie ; La Race et l'Humanité ; L'Avenir des Races humaines.

RÉCIT Police

La scène représente une ruelle sordide, des pavés, des pavés ! De face, l'entrée d'un hôtel dont on voit l'escalier éclairé recouvert d'un tapis rouge ; sur le trottoir, quatre filles racolent les passants.

Le rideau se lève sur un chant dans la coulisse : La ronde des Filles (sorte de lamento, chanson de Montéhus, il me semble ?)

Dopo. — Elle est encore saoulée c'te morue ! (Appelant) :

— Eh ! Louisa, tu vas pas un peu fermer ta gueule ? Y a Poitrinaire et Mal-Rasé en face, tu vas nous faire emballer !

Louisa (dans la coulisse). — Eh merde, j'suis glée, d'chanter ça m'rechauffe !

UN PASSANT (Une fille s'avance vers lui). — Tu viens faire l'amour, mon joli ?

— J'en d'sors, il passe.

UNE FILLE — Il en d'sort ! Va donc, eh plouc !

Dopo. — Oh, oh, voilà Georgette et son curé ! (Un homme en soutane arrive comme un coup de vent, s'engage dans l'escalier de l'hôtel, une fille, à distance, le suit lentement.)

Un passant. — Une fille l'aborde : Tu m'emmènes, mon p'tit loup ? (Le passant hésite, puis) : J'suis pas riche, ma fille !

(La fille) Viens, va, on s'arrangera ! (Les monstres l'escortent.)

Dopo. — Quelle poisse, y a pas moyen d'érabilier c'soir !.. Ah, ah, en v'là un... (Un homme, coiffé d'une casquette grise, entre, entre, entre en scène.)

— L'homme, coiffé d'une casquette grise, entre, entre, entre en scène. La fille s'avance : Alors, c'est toi qui m'étreins, mon p'tit ?

(L'Homme) : Merci, j'ai pas soif ! pis d'abord, i sont pas là, j'suis raide comme un passe-lacet ! (Il disparaît.) (La fille lui criant) : Alors, faut attendre qu'i revienne !.. Quelle poisse, c'est l'homme à Violette !.. Merde, v'là qu'i va tomber d'a-våse, et ma tote à payer... quelle poisse !

Une fille arrive en hâte, s'exclame : « Les v'là, les v'là ! (Les filles) : Qui ? (La fille) : Les bourses ! (Les filles) : Eh alors ? On a l'condé !.. (Dodo, regardant au loin) : C'est pas eux, là-bas ? (La fille) : Si, si !

Dopo. — Alors, t'es tapée ? C'est Pot-de-Fleur et les Grandes-moustaches. C'est eux qui nous ont emballées avant-hier, i nous emballeront q'demain...

Un bruit de pas lèvent puis quatre agents sans uniforme entrent en scène, s'arrêtent, et interpellent les filles : « Alors, ça roule ? Dites pas chaut, hein ? Dites donc, tâchez moyen d'être là, d'main à onze heures, faut pas faire comme la dernière fois, Georgette et moi n'étions pas là...

Louisa entre en scène en fredonnant puis s'arrête, s'exclame : « Merde ! Les hourges !.. J'me débâne... (Un agent l'emporte brutalement) : Eh là, eh là, doucement ! Tu n'étais pas là l'aut' soir, tu t'ras quinze jours, ma fille, on s'arrangera pour ça ! ca t'apprendra à respecter les conventions...

Louisa — Mais j'ai fait un couché, pas vrai Dodo ? (Dodo, convaincu) : Oui, oui !

LES AGENTS. — Ça n'prend pas, allez, en route !..

Louisa tente de se sauver dans l'hôtel. Les agents, sans hésiter, pénétrant dans l'escalier. La fille tombe et crie : « Tas d' salopes, c'est vous qu'allezurrir ma fille, j'irai pas, j'irai pas, j'pouvais pas êtes là, puisque j'ai fait un couché ! (Cris, insultes, appels au secours).

(L'heuret, sortant de son bureau, situé au sommet invisible de l'escalier, interroge) : Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce qu'y a... ?

(Un agent, rageur) : « Vous, on n'veus d'mande pas l'heure qu'il est, foutez-nous un peu la paix ! (Un mot bref) : Police ! (Un bruit de porte qu'on ferme, en bas, sur le trottoir, les filles regardent).

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Elle est bien troublée la situation mondiale, et la bourgeoisie qui a provoqué ce chaos cherche aujourd'hui à sortir indemne du bouleversement que fut la guerre. Aux quatre coins du monde une terrible réaction se déroule, et les peuples opprimés, mal préparés à la Révolution, subissent après leurs défaîtes le joug tyrannique du fascisme qui s'organise partout.

En Angleterre c'est le gouvernement réactionnaire de Baldwin qui, profitant du marasme dans lequel s'étaient laissés entraîner les travailleurs, exerce son autorité sur tout l'empire. C'est l'Egypte qui une fois de plus est contrainte de se plier devant la violence anglaise ; ce sont les Indes qui souffrent de l'arbitraire impérial, c'est l'Irlande qui voit à nouveau se former le cercle d'acier, et Baldwin considérant que malgré tout la défense de l'Empire reste menacée, étend son champ d'action et crée de nouvelles bases navales pour assurer la sécurité du domaine colonial.

En Italie, bien que Mussolini faiblisse chaque jour, le capital avec la complicité du socialisme n'est pas menacé, et la dictature des éléments de gauche ne sera pas moins forte que celle des éléments de droite.

En Espagne, Primo est toujours debout ; ses échecs au Maroc ont bien tant soit peu ébranlé son prestige, mais l'inquisition reste mattre, et la terreur règne du détroit de Gibraltar aux frontières pyrénées, sans que les gestes de révolte isolés d'une partie du prolétariat aient une influence suffisante sur l'activité néfaste du dictateur.

En Allemagne, en Roumanie, en Bulgarie, en Estonie, en Turquie, en France, partout où les gouvernements socialistes, démocrates ou monarchistes, sentent la révolte sourde de la classe ouvrière, l'armée et la police exerce son abjecte besogne pour étouffer l'insurrection qui menace l'ordre établi.

La réaction est maîtresse du monde. Les peuples se sentent petits devant l'impuissance des maitres qui n'hésitent pas à employer les moyens les plus extrêmes pour retarder l'heure du châtiment. Nous sommes bien faibles, les révolutionnaires devant la force déployée de nos adversaires, et pourtant nous pourrions être les plus forts.

Le fascisme est là, plein de haine : barrons-lui la route. Le monde sera incendié demain par les ruisseaux rouges du sang prolétarien, si nous ne savons pas comprendre le danger qui nous menace. Il n'est pas trop tard encore mais il est temps. Organisons-nous pour la défense, si nous ne sommes pas prêts pour l'attaque, et nous vaincrons, car nous avons pour nous le courage, la sincérité et la vérité ! — J. C.

BULGARIE

UN ATTENTAT

CONTRE LE PROCUREUR GENERAL

De courageux inconnus ont tiré hier plusieurs coups de revolver à la Cour de Sofia, contre le procureur général qui a été blessé assez grièvement.

Le procureur général a reçu dernièrement — du moins c'est ce que l'on dit — des lettres de menaces à la suite des mesures qu'il avait prises à l'égard des communistes et l'on suppose que l'attentat est l'œuvre de quelques révolutionnaires exaspérés de la répression qui sévit en Bulgarie.

RUSSIE

LE GOUVERNEMENT IMPORTE DU BLE

Les récoltes russes ne doivent pas être suffisantes pour répondre aux besoins de la population, puisque la Russie se voit obligée d'importer à nouveau du blé d'Amérique et des exportateurs finlandais ont expédié tout dernièrement 30 000 tonnes de seigle à destination de Petrograd.

C'est la première fois, depuis 1921, que la Russie est obligée de faire des achats à l'étranger.

LES EMEUTES DE MOSCOU ?

Le Bureau de Presse de l'ambassade de l'Union des Républiques soviétiques à Paris communique la note suivante :

Des bruits incertains circulent dans la presse, d'après lesquels des émeutes sanglantes auraient éclaté à Moscou en matière de protestation contre le départ de

M. Trotzky pour le Caucase. Ces bruits sont contraires à la vérité.

Il n'est pas vrai que des émeutes aient éclaté à Moscou. Il n'est pas vrai non plus que le départ prochain de M. Trotzky pour le Caucase, uniquement motivé par l'état de santé du commissaire du Peuple à la Guerre et à la Marine, soit susceptible de recevoir la moindre interprétation politique.

Alors, puisque S. Ex. M. l'Ambassadeur l'affirme, inclinons-nous. Trotzky est malade ; bien malade en effet, s'il a accepté sans protestation de partir dans le Caucase pour se soigner.

Mais quelle curieuse coïncidence, tout de même, de tomber malade juste au moment où l'on est en disgrâce ! C'est curieux. Enfin...

ITALIE

LES POURSUITES

CONTRE DES DEPUTES

La Chambre italienne étant saisie, comme on le sait, d'une demande de poursuites contre le député Giunta, pour agression contre le député Cesare Formi, M. Giunta donne sa démission de vice-président de la Chambre.

Les bureaux de la Chambre auront à examiner prochainement plusieurs autres demandes d'autorisation de poursuites contre des membres du Parlement. Les députés incriminés sont : MM. Sansoni, Raineri et Gray, tous trois accusés de s'être battus en duel ; M. Abiso est accusé de diffamation, M. Gibelli de banqueroute frauduleuse, M. Barbiellini de vol.

ALBANIE

SCUTARI AUX MAINS DES INSURGES

Les journaux de Belgrade ont publié un télégramme de Podgorica confirmant la prise de Scutari par les insurgés. La garnison aurait fait cause commune avec les assiégeants.

C'est donc une véritable révolution et non une simple émeute qui a éclaté en Albanie.

UN COMMUNIQUE OFFICIEL

La Légation d'Albanie à Londres publie le message suivant, parvenu de Tirane : « Le commandant des troupes albanaises à la frontière télégraphie que la première attaque sur le territoire albanaise a été faite par des troupes serbes qui, après avoir traversé la frontière, furent remplacées par des irréguliers. »

ETATS-UNIS

LA FRANCE « HOSPITALIERE »

Le gouvernement de M. Herriot, qui traque les révolutionnaires et expulse et emprisonne tous ceux qui sont victimes de la réaction, est plus doux et plus hospitalier aux amis de la contre-révolution.

On chasse les prolétaires de France, mais la grande duchesse Cyril de Russie, femme du préendant au trône des Tzars, s'est embarquée hier, sur le paquebot "France" et sans éclat peu sur le sol républicain.

Elle était, à son embarquement, escortée par quatre policiers américains — la police est là même partout — pour la protéger contre les attaques possibles. Elle a déclaré aux journalistes qu'elle était convaincue que le moment viendrait où toutes les fractions en Russie s'uniront pour lutter contre le gouvernement des Soviets.

Il est possible, après tout, que le gouvernement des Soviets soit un jour balayé, mais ce dont nous restons convaincus, nous autres, c'est que ce n'est pas le grandduc Cyril qui gouvernera la Russie de demain.

Des siècles d'expériences ont suffi au peuple russe ; il est fixé sur la valeur des autorités qui l'on gouverne jusqu'en 1917, et si le grand-duke Cyril veut subir le même sort que Nicolas, il n'a qu'à rentrer en Russie, même lorsque le gouvernement des Soviets aura disparu.

CHINE

MUTINERIE DE TROUPES

Le calme n'est pas encore rétabli en Chine, et les troupes de Kalgan, à 200 kilomètres de Pékin, se sont mutinées, ont brûlé trois rues entières occupées par des magasins, des banques et la poste. Elles

dites Cointet, presque jaloux de son œuvre. Chacun peut maintenant comprendre la cause du triomphe de Lucien dans son pays. A la manière de ce roi de France qui ne voulait pas le deus d'Orléans, Louise ne voulait pas se souvenir des injures reçues à Paris par Mme de Bargeon. Elle voulait patronner Lucien, l'écraser de sa protection et s'en débarrasser honnêtement. Mis au fait de toute l'intrigue de Paris par les commérages, Petit-Claud avait bien deviné la haine vivace que les femmes portent à l'homme qui n'a pas su les aimer à l'heure où elles ont eu l'envie d'être aimées.

Le lendemain de l'ovation qui justifiait le passé de Louise de Négrépisse, Petit-Claud, pour achever de griser Lucien et s'en rendre maître, se présente chez Mme Séchard à la tête de six jeunes gens de la ville, tous anciens camarades de Lucien au collège d'Angoulême.

Cette députation était envoyée à l'atelier des Marguerites et de l'Archer de Charles IX par ses condisciples, pour le prier d'assister au banquet qu'ils voulaient donner au grand homme sorti de leurs rangs.

— Il ne fallait que vous mettre à cheval,

ont pillé notamment l'immeuble de la Standard Oil. Aucun étranger n'a été blessé.

On ignore, ou plutôt l'on ne donne pas les raisons de cette mutinerie, mais néanmoins la légation américaine à Pékin a envoyé vingt soldats d'infanterie de marine à Kalgan, et le corps diplomatique a fait une démarche auprès du gouvernement chinois pour que des forces chinoises soient dirigées sur Kalgan, afin d'y rétablir l'ordre.

INDES

LE FERVERSCENCE DANS L'INDE

Un télégramme de Delhi signale qu'après une interruption de deux mois, des bandes fanatiques de sikhs se forment à nouveau, se dirigeant vers les sanctuaires. Deux bandes fortes de 500 hommes chacune se sont mises en route vers Jatto.

En peu de lignes...

Les suicidés

Neurasthénique, Mme Aline Fortier, 50 ans, rentière, demeurant 16, rue de Serre, à Nancy, qui, de passage à Paris, était descendue chez des amis, 29, place du Marché-Saint-Honoré, s'est jetée du sixième étage dans la rue. Elle a succombé à l'hôpital.

Dans le parc de la Muette, Emile Roussel, 53 ans, avenue de Villiers, 9, a tenté de se suicider en se coupant la gorge, le poignet droit et la jambe avec un rasoir. Son état est des plus graves.

Les écrasés

M. Léon Bourdet, domicilié rue Marceau, à Bourron (Seine-et-Marne), de passage à Paris, est renversé, le 14 heures, par un train allant de Philippeville à Constantine, à déraillement à trois kilomètres de cette dernière ville.

On ignore les causes de cet accident.

Il y aurait deux morts et une quinzaine de blessés.

de la séance du Conseil municipal, le maire a été interpellé au sujet de la présence d'un conseiller et de plusieurs agents, dont trois gradés, à un banquet offert par des tenanciers de jeux de hasard.

Le conseiller mis en cause, M. Dumas, déclara n'avoir de comptes à rendre à personne sur des faits concernant sa vie privée. Ses collègues socialistes le prirent alors viollement à partie. Le maire intervint et déclara que dès que les faits reprochés furent connus, l'inspecteur une enquête et que les agents visés seraient traduits en conseil de discipline.

Une motion de blâme fut ensuite votée contre M. Dumas.

Déraillement de chemin de fer en Algérie

Il y aurait deux morts et plusieurs blessés

Constantine, 17 décembre. — Vers 14 heures, un train allant de Philippeville à Constantine a déraillé à trois kilomètres de cette dernière ville.

On ignore les causes de cet accident.

Il y aurait deux morts et une quinzaine de blessés.

Dérapage de chemin de fer en Algérie

Constantine, 17 décembre. — Les étudiants libres marseillais viennent de transmettre la protestation suivante au ministre de l'Instruction Publique :

« Les étudiants des facultés et écoles libres du droit protestent énergiquement auprès du Gouvernement contre les sanctions prises à l'égard d'un élève du lycée Saint-Louis et les étudiants frappés de mesures disciplinaires à la suite des manifestations de ces jours derniers à la Sorbonne.

« Ils considèrent ces faits comme des abus de pouvoir caractérisés et une forme formelle aux droits des étudiants qui peuvent avoir leur opinion politique qu'il leur plait. »

Aussi bien à Marseille qu'à Paris, la jeunesse universitaire se révolte avec juste raison contre le « veto » du ministre de l'Instruction publique.

Le « Libertaire », quelques mois après la création des Marseillais protestataires, s'associe à leur indignation et la trouve parfaitement légitime.

M. Barabant. — Il y a eu cependant de grosses améliorations.

M. Piquemal. — Je ne les nie pas, mais la loi de huit heures comporte encore de grosses imperfections que je tiens à signaler.

De même, l'article 4 est bien trompeur, qui déclare que la réduction des heures de travail ne devra pas entraîner une réduction des salaires. En effet, on n'a pas diminué les salaires, mais on s'est borné à ne pas les augmenter, à les mettre en proportion avec le coût de la vie.

Vous n'avez aucun moyen légal d'empêcher cet abus, car vous ne pouvez fixer la valeur d'une journée de travail. Le travailleur en est réduit à faire des heures supplémentaires et à envoyer sa femme à l'usine, rompant ainsi le cadre familial. Ce n'est pas la loi actuelle qui pourra remédier à cette situation.

Le travailleur a le droit et le devoir d'améliorer son sort et d'exiger sans cesse plus de bien-être ; vous n'avez pas le pouvoir de fixer arbitrairement le maximum qu'il lui sera interdit de dépasser.

Je vous rappelle un principe que le capitalisme connaît bien : « L'imposition légale du travail fait trop de bruit : la faim est un meilleur et plus puissant mobile de travail. » C'est en s'inspirant de ce principe que le décret Le Trocquer a été établi.

On vous a parlé ce matin de l'insuffisance du corps des inspecteurs du travail. C'est que la situation de ces inspecteurs n'est guère enviable. Ils ont des salaires dérisoires qui peuvent les induire en tentation de céder à certaines instances des patrons.

Ces considérations sur la loi de huit heures sont particulièrement instructives.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

NECROLOGIE

longue et douloureuse maladie à l'hôpital Broussais, rue Didot (XIV^e). La levée de corps aura lieu à l'hôpital jeudi 18 courant, 7 h. 30 matin.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, 9 heures matin.

Le camarade Marcel Beauvais, du XIV^e, ancien secrétaire de la Céramique, délégué pendant plus de dix ans à la C. G. T., à l'Union des Syndicats de la Seine et des Coopératives, vient de mourir après une longue maladie.

Terbes, 17 décembre. — Ce matin, entre Ade et Ossun, le canonnier Pierre Cazes, âgé de 22 ans, a été écrasé par un train en se rendant à son travail.

Angers, 17 décembre. — L'électricien Gabriel, âgé de 33 ans, effectuait une installation rue du Commandant-Bovy, lorsqu'il heurtait accidentellement une ligne à haute tension. Le malheureux a été électrocuté.

Tarbes, 17 décembre. — Ce matin, entre Ade et Ossun, le canonnier Pierre Cazes, âgé de 22 ans, a été écrasé par un train en se rendant à son travail.

Angers, 17 décembre. — L'électricien Gabriel, âgé de 33 ans, effectuait une installation rue du Commandant-Bovy, lorsqu'il heurtait accidentellement une ligne à haute tension. Le malheureux a été électrocuté.

Le malheureux avocat avait naturellement écrit lui-même l'article sur la ville d'Angoulême, compromis avec son faubourg de l'Houmeau, se trouvant obligé de débarquer de l'Île. Lucien, les concitoyens de Lucien, venus sur la place du Mûrier, étaient les ouvriers de l'imprimerie et de la papeterie des Countet, accompagnés des clercs de Petit-Claud, de Cachan et de quelques camarades du collège. Redevenu pour le poète le copain du collège, l'avoué pensait avec raison que son camarade laisserait échapper, dans un temps donné, le secret de la retraite de David. Et si David périssait par la faute de Lucien, Angoulême n'était pas tenable pour le poète. Aussi, pour mieux assurer son influence, se posa-t-il comme l'inférieur de Lucien.

— Comment n'aurais-je pas fait pour le mieux ? dit Petit-Claud à Lucien. Il s'agissait de la sœur de mon copain ; mais, au

Palais, il y a des positions où l'on doit périr. David m'a demandé, le 1er juin, de lui garantir sa tranquillité pendant trois mois ; il n'est en danger qu'en septembre, et encore ai-je su soustraire tout son avoir à ses créanciers ; car je gagnerai le procès en cour royale : j'y ferai juger que le privilège de la femme est absolu, que, dans l'espèce, il ne couvre aucune fraude... Quant à toi, tu reviens malheureux, mais tu es un homme de génie...

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Moscou vogue vers Amsterdam

Sous prétexte d'unité internationale, Moscou se livre à une grande manœuvre d'abordage auprès de la Fédération syndicale internationale du Travail.

Cela se comprend. La fameuse I. S. R. est surtout une fédération russe-française. En dehors de la Centrale russe et de la colonie française appelle C.G.T.U., elle ne groupe que des minorités insignifiantes, sans possibilité d'action. Et l'I.S.R. étant inféodée à l'*Internationale communiste*, laquelle est une annexe du gouvernement dictatorial de Russie, apparaît de plus en plus comme une officine gouvernementale, et non comme une association de travailleurs indépendants. Ce de fait, elle se décharge de plus en plus.

L'I. S. R. s'anémie, et on comprend le besoin et l'urgence qu'il y a pour Moscou de la liquider avantageusement sous prétexte d'unité, avant la liquéfaction qui s'annonce proche.

Donc, après avoir ordonné la scission dans la neuvième des vingt-neuf conditions, les dictateurs moscovites lancent le mot d'ordre de l'unité. Nécessité de recouvrir tout ce qui nous-mêmes.

Un Congrès de la F. S. I. d'Amsterdam, tenu en juin 1924, à Vienne, Moscou envoie un télégramme d'unité générale. Le Congrès de Vienne enregistra la dépêche et donna mandat au bureau de la F.S.I. d'examiner la possibilité d'adhésion de la Centrale russe.

En résumé, Amsterdam ne reconnaissait pas l'I. S. R., mais seulement la C. G. T. russe.

En septembre dernier, le Congrès des Trades-Unions anglaises tenu à Hull, recevait une délégation syndicale de Russie. Le Congrès repoussait le projet d'une conférence entre Amsterdam et Moscou, et autorisait le Conseil des Trades-Unions à faire les démarches pour unifier les forces syndicales d'Europe.

Puis, une délégation anglaise s'en fut en novembre, au 6^e Congrès pan-russe des syndicats, lequel adoptait la création d'un Comité mixte anglo-russe, afin de préparer l'unité internationale. Ce Comité doit fonctionner en janvier 1925.

Les moscovites et interprète de façon jésuite, est pourtant net. Alors que ce farceur de Lozovski, « pleinement d'accord avec l'*Internationale communiste* », proposait de « réunir les délégués des deux Internationales syndicales », Purcell déclarait : « Les Trades-Unions s'emploieront de leur mieux à rétablir l'unité syndicale, par l'incorporation du mouvement syndical russe au mouvement international ». Ce qui, en français, en anglais et même en russe, veut dire que la Centrale syndicale russe a sa place à la fédération d'Amsterdam. Mais il n'est pas question de l'I.S.R.

Nous verrons bientôt la C.G.T. russe à Amsterdam, et les restes de la C.G.T.U. entrer humblement à la C.G.T. française. La syndicalisation révolutionnaire de France n'aura servi qu'à la manœuvre russe, triste opération au profit d'un parti gouvernemental et au dérangement des ouvriers.

Enregistrons donc avec plaisir le courant actuel d'entente cordiale entre les travailleurs anglais et les bolchevistes russes. Souhaitons qu'il s'accorde et qu'il aboutisse à la réalisation du désir formulé par Purcell.

La Centrale russe à Amsterdam, c'est la fin de l'I.S.R., et c'est aussi l'unité internationale.

Par répercussion ce sera l'union en France et ailleurs.

Il faut le reconnaître, les gens de Moscou ont de la malice. Ils ont de la persévérance dans les manœuvres qu'ils font auprès des Anglais. Jusqu'à maintenant, ils se sont bien gardés de « fonder » le travailisme anglais comme ils l'ont fait en Allemagne et en France, notamment.

Les « cellules communistes » ne sont pas autorisées par Moscou en Angleterre, alors qu'elles ont avorté en Allemagne, et qu'elles sont en train de désarmer les débris de la C.G.T.U. en France.

Malgré Delagarde, Cuny et d'autres communistes qui avaient fait des efforts méritoires pour constituer des comités d'usine sous le contrôle syndical, le P.C. français a la prétention de chasser les syndicats des usines pour s'y implanter sous forme de cellules. Cela ne réussira pas.

Avec la division c'est impossible actuellement de faire du recrutement sur le terrain relativement facile des revendications corporatives. Ce n'est pas avec un programme politique que des politiciens étrangers au travail réussiront.

Il n'y a pas besoin d'être grand prophète pour prévoir que les cellules politiques, en supplétant les syndicats, ruineront sûrement tous les syndicats inféodés au P. C.

La « réorganisation du P. C. sur la base des cellules », c'est le coup de grâce à la C.G.T.U. moscovite. Elle l'aura bien voulu, après tout. L'excès de division et d'impuissance amènera peut-être le réactif de l'unité.

Il ne restera bientôt à l'I.S.R. que la Centrale russe qui entrera bien respectueuse

ment à la cathédrale réformiste d'Amsterdam comme sont entrés bien poliment, le chapeau à la main, les ambassadeurs soviétiques, au concert des nations capitalistes et des gouvernements bourgeois.

Et pourtant, si la Révolution russe avait eu des révolutionnaires au lieu d'avoir des Jacobins ; si l'I.S.R. avait eu des syndicalistes au lieu d'avoir des subordonnés ! Si, au lieu de calomnier, d'exclure, de persécuter, d'expulser, d'emprisonner, de tuer, soit des communistes, des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes, des bolcheviks avaient fait la plus grande unité possible avec tous les partisans de la transformation sociale, nous n'assisterions pas à cette période de recul social, de fascisme, d'impuissance ouvrière.

L'unité syndicale peut seule nous sauver de ce mauvais pas. Et non pas une unité de façade, de manœuvre, de suprématie d'une tendance sur l'autre. Mais une unité réelle, efficace, réconfortante. Une seule Internationale, une seule C.G.T. dans chaque pays.

Tout en souhaitant que l'unité se fasse par en haut, il ne faut pas fonder trop d'espérance sur les messies et autres élites qui se disputent la dictature sur le prolétariat. Il faut œuvrer nous-mêmes.

Nous n'avons rien à craindre de l'organisation unique groupant tous les ouvriers, sans distinction de tendances. Il nous sera facile d'éliminer l'ivraie et de faire pousser le bon grain. Malgré les déchirements, les écroulements, la lassitude, le syndicalisme révolutionnaire est plus que jamais une doctrine solide de réalisations immédiates et de révolution sociale. Ses adeptes, ses militants, sauront se retrouver dans le creux de l'unité.

Appuyons donc tous les gestes unitaires, surtout ceux qui viennent de la masse. La véritable union viendra plutôt de la base que du sommet, car les syndiqués, les ouvriers, en ont plus besoin que les élites majeures.

B. BROUTCHOUX.

Grèves et Revendications

La grève des Bijoux Fix

Après cinq semaines, la grève continue. Le cap du lundi s'est passé sans qu'aucune rentrée s'effectue. Les grévistes sont décidés à attendre ainsi jusqu'à ce que les patrons des Bijoux Fix soient lasse.

Grève à Chassignelles

Les 225 ouvriers travaillant dans les chantiers de bois de la Société Frère et Cie se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaires et l'application de la journée de huit heures.

Victoire à Pamassières

La grève des tisseurs de Pamassières vient de prendre fin, l'augmentation de 10 % qu'ils réclamaient leur ayant été accordée.

Grève à Féletin

Deux cent cinquante ouvriers tapissiers appartenant aux établissements Russon, Desborderie, Boursy, Carré et Leclerc viennent de se mettre en grève, réclamant une augmentation de salaires de 25 %.

A Charenton-sur-Cher

Une grève vient de se déclarer à la tuilerie. Ce sont les ouvriers des fours qui ont déclenché le mouvement. Toute l'usine a cessé le travail.

Les sales boîtes

Dans le restaurant Héault

Dans ce restaurant, cours Saint-Martin, le malheureux employé, et particulièrement les plongeurs, sont obligés pour gagner une malheureuse journée de 18 francs de travailler 12 et 13 heures par jours.

Restaurant le Coq, rue Clignancourt

Le singe, ancien officier de la glorieuse armée française, se rappelle qu'il fut autrefois un petit « bleu » comme tout le monde. Prenant son personnel pour des soldats, il leur fait faire 12 heures de travail par jour dans une cuisine innondée d'une grasse et puante odeur ; il faut avoir le cœur bien placé pour rester 12 heures dans cette atmosphère. Quant à la nourriture, il faut vraiment avoir faim pour ingurgiter les saloperies qu'il fait sentir à son personnel.

Nous prions, ici, le patron de bien vouloir faire réparer sa cuisine, ainsi qu'il aimerait faire pour la nourriture du personnel, sinon il pourra faire connaissance avec des travailleurs qui ne se laisseront pas faire, eux.

Dans la boîte Dabout

Chez Dabout, 10, rue du Temple, pour quelques minutes de retard, le contremaître flanque une demi-heure en bas.

Dans cette boîte, il faut fournir un travail intensif et surhumain. Pour toute récompense, en bon garde-chiourme, le contremaître insulte les jeunes filles sous ses ordres, et au train où il va, il ne tardera pas à en venir aux coups... à moins qu'une bonne petite correction n'y mette ordre.

Souscrivez à l'emprunt du "Libertaire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.

N'attendez pas. Si vous le pouvez, envoyez de suite le montant de votre souscription.

Gi-joint la somme de francs, montant de obligation... que je souscris pour le second emprunt du « LIBERTAIRE » quotidien.

Nom
Adresse

Envoyez ce bulletin à H. DELECOEUR, administration du « LIBERTAIRE », 9, rue Louis Blanc.

Utilisez notre chèque postal.

ment à la cathédrale réformiste d'Amsterdam comme sont entrés bien poliment, le chapeau à la main, les ambassadeurs soviétiques, au concert des nations capitalistes et des gouvernements bourgeois.

Et pourtant, si la Révolution russe avait eu des révolutionnaires au lieu d'avoir des Jacobins ; si l'I.S.R. avait eu des syndicalistes au lieu d'avoir des subordonnés ! Si, au lieu de calomnier, d'exclure, de persécuter, d'expulser, d'emprisonner, de tuer, soit des communistes, des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes, des bolcheviks avaient fait la plus grande unité possible avec tous les partisans de la transformation sociale, nous n'assisterions pas à cette période de recul social, de fascisme, d'impuissance ouvrière.

L'unité syndicale peut seule nous sauver de ce mauvais pas. Et non pas une unité de façade, de manœuvre, de suprématie d'une tendance sur l'autre. Mais une unité réelle, efficace, réconfortante. Une seule Internationale, une seule C.G.T. dans chaque pays.

L'unité syndicale peut seule nous sauver de ce mauvais pas. Et non pas une unité de façade, de manœuvre, de suprématie d'une tendance sur l'autre. Mais une unité réelle, efficace, réconfortante. Une seule Internationale, une seule C.G.T. dans chaque pays.

Tout en souhaitant que l'unité se fasse par en haut, il ne faut pas fonder trop d'espérance sur les messies et autres élites qui se disputent la dictature sur le prolétariat. Il faut œuvrer nous-mêmes.

Nous n'avons rien à craindre de l'organisation unique groupant tous les ouvriers, sans distinction de tendances. Il nous sera facile d'éliminer l'ivraie et de faire pousser le bon grain. Malgré les déchirements, les écroulements, la lassitude, le syndicalisme révolutionnaire est plus que jamais une doctrine solide de réalisations immédiates et de révolution sociale. Ses adeptes, ses militants, sauront se retrouver dans le creux de l'unité.

Mais l'I. D. C. ne leur suffit pas ; il y a à côté une autre organisation qui est forte, puissante, et qui est riche, c'est l'Union Confédérée des Locataires, et surtout la Fédération de la Région Parisienne, de cette organisation qu'ils veulent, non pas pour y défendre les intérêts des locataires, car la question juridique ne les intéresse pas, ce n'est pas assez révolutionnaire que d'aller devant les tribunaux défendre les locataires et les sauver de l'expulsion ; pourtant, beaucoup de communistes vivent de la question des loyers et sont heureux qu'il y ait à la Fédération des Locataires un service juridique pour leur fournir un emploi. Qu'en pensent les permanents communistes des 13^e et 18^e Sections ? La question des loyers ne les intéresse pas, les questions juridiques non plus, mais les gros sous des locataires qui ont recours au service juridique les intéressent autrement.

Mais, revenons sur l'attitude des purs révolutionnaires, de ceux qui ont accepté des augmentations de loyer formidables pour ne pas avoir d'histoires avec leurs propriétaires.

Jeudi 11 décembre, la Commission centrale locative au grand complet : cellules, rayons et état-major de la Commission locative : Dieule, Puybouff, Dutilleux, Marane, Millerat, etc. étaient réunis. Pourquoi cette réunion ? Parce que la Fédération des Locataires devait tenir, le dimanche 14 décembre, son Conseil fédéral, et il s'agissait de savoir comment on allait procéder pour mettre la Commission Exécutive en minorité. Il fallait par tous les moyens y arriver, car les élections municipales sont proches. Il va falloir de l'argent, beaucoup d'argent aux émissaires de Moscou, et la caisse de la Fédération des Locataires est bien garnie ; pensez donc : 200.000 francs ! Quel trésor ! C'est beau, et quelle propagande électorale pourraient faire avec cet argent ! Après une longue discussion et un examen parfait de l'ordre du jour du Conseil fédéral, les locataires, n'ayant rien trouvé, furent désemparés. Que faire ?

Deux des plus fortes Sections de Paris, la 12^e et la 11^e, devaient tenir leur Assemblée générale, la première, le vendredi 12 décembre, et la seconde, le samedi 13. A l'Assemblée générale de la 12^e Section, la manœuvre réussit, car les locataires firent voter un ordre du jour contre la décision du Conseil national de l'I. C. L. du 28 septembre 1924 visant les commissions locales.

Restait la 11^e Section. Celle-ci, la plus puissante de l'I. C. L., est le rempart contre lequel viennent se briser les efforts de tous les politiciens ; la bataille devra être plus terrible pour nos purs. Aussi avaient-ils réuni, à proximité, les cellules et le rayon. Nos bons locataires, en fougues soldats de l'armée rouge, ont donné en plein. Ce sabotage de la réunion fut à leur honneur : cris, injures, menaces de coup, tout cela pour faire sortir de la salle les locataires venus pour entendre le compte rendu des travaux de la Section pour la défense des intérêts des locataires et non pour ceux des politiciens. Malgré tous leurs efforts, ils ont été battus.

Dimanche 14 décembre se tenait, dans la salle de l'I. S. S., le Conseil fédéral, après une discussion qui dura presque toute la journée et où les élites de la garde moscovite ont donné avec la dernière énergie sur les questions financières et du contrôle. Au vote, les purs furent battus par plus de 3.500 voix, après avoir usé de tous les moyens et manœuvres.

Les adhérents de la Fédération des Locataires assistent régulièrement à toutes les assemblées générales de leur Section, où les communistes assistent toujours ; qu'ils se dressent contre tous les politiciens qui voudraient entraîner l'I. C. L. dans la politique.

Locataires, quelles que soient vos opinions, votre place est à l'I. C. L. qui ne fait pas de politique ; son seul but, c'est la transformation de la propriété immobilière individuelle en propriété immobilière collective.

Locataires, dressez-vous contre les politiciens !

CHEZ LES LOCATAIRES

Les moscoutraires à l'œuvre

Les disciples de Moscou continuent leur œuvre néfaste de division de la classe ouvrière, et après avoir brisé l'unité socialiste, ils se sont attaqués à l'unité syndicale. Ces lauriers ne leur suffisent pas maintenant : ils veulent s'emparer des coopératives, et déjà la Bellevilloise est tombée entre leurs mains, et ils continuent leurs tristes manœuvres pour s'emparer de l'I. D. C. Y arriveront-ils ? Oui, si les coopérateurs ne s'organisent pas et laissent agir ces chevaliers du désordre et de la division.

Mais l'I. D. C. ne leur suffit pas ; il y a à côté une autre organisation qui est forte, puissante, et qui est riche, c'est l'Union Confédérée des Locataires, et surtout la Fédération de la Région Parisienne, de cette organisation qu'ils veulent, non pas pour y défendre les intérêts des locataires, car la question juridique ne les intéresse pas, ce n'est pas assez révolutionnaire que d'aller devant les tribunaux défendre les locataires et les sauver de l'expulsion ; pourtant, beaucoup de communistes vivent de la question des loyers et sont heureux qu'il y ait à la Fédération des Locataires un service juridique pour leur fournir un emploi. Qu'en pensent les permanents communistes des 13^e et 18^e Sections ? La question des loyers ne les intéresse pas, les questions juridiques non plus, mais les gros sous des locataires qui ont recours au service juridique les intéressent autrement.

Mais l'I. D. C. ne leur suffit pas ; il y a à côté une autre organisation qui est forte, puissante, et qui est riche, c'est l'Union Confédérée des Locataires, et surtout la Fédération de la Région Parisienne, de cette organisation qu'ils veulent, non pas pour y défendre les intérêts des locataires, car la question juridique ne les intéresse pas, ce n'est pas assez révolutionnaire que d'aller devant les tribunaux défendre les locataires et les sauver de l'expulsion ; pourtant, beaucoup de communistes vivent de la question des loyers et sont heureux qu'il y ait à la Fédération des Locataires un service juridique pour leur fournir un emploi. Qu'en pensent les permanents communistes des 13^e et 18^e Sections ? La question des loyers ne les intéresse pas, les questions juridiques non plus, mais les gros sous des locataires qui ont recours au service juridique les intéressent autrement.

Mais l'I. D. C. ne leur suffit pas ; il y a à côté une autre organisation qui est forte, puissante, et qui est riche, c'est l'Union Confédérée des Locataires, et surtout la Fédération de la Région Parisienne, de cette organisation qu'ils veulent, non pas pour y défendre les intérêts des locataires, car la question juridique ne les intéresse pas, ce n'est pas assez révolutionnaire que d'aller devant les tribunaux défendre les locataires et les sauver de l'expulsion ; pourtant, beaucoup de communistes vivent de la question des loyers et sont heureux qu'il y ait à la Fédération des Locataires un service juridique pour leur fournir un emploi. Qu'en pensent les permanents communistes des 13^e et 18^e Sections ? La question des loyers ne les inté